« UN GRAND HÉRITAGE ET UNE VASTE PROPRIÉTÉ » : LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON, LE CAPITAL FINANCIER ANGLAIS ET LA CEINTURE FERTILE[1]

FRANK J. TOUGH

Frank J. Tough, professeur d'études autochtones à la faculté des études autochtones et chercheur principal à la tête du laboratoire du Métis Archival Project (MAP) de l'Université de l'Alberta, est un géographe historique possédant un intérêt marqué pour l'histoire juridique et économique. Il a fourni un témoignage d'expert dans plusieurs affaires de droits des Métis.

La récente fermeture du grand magasin phare de la Compagnie de la Baie d'Hudson (CBH) à Winnipeg marque symboliquement la fin de l'influence historique de la CBH sur l'économie et la géographie du Canada[2]. Fondée par une charte royale en 1670, la CBH avait participé à la révolution mercantile qui a permis aux entreprises européennes d'amorcer une domination mondiale; mais contrairement à toutes les autres sociétés à charte d'État, elle a survécu à plusieurs révolutions économiques ultérieures (industrielles, financières, de consommation). Elle continue de surpasser toutes les autres sociétés par actions à charte d'État (par exemple, la Compagnie des Indes orientales, la Royal African Company). Après 1870, la CBH a évité l'extinction en :

- accumulant des excédents grâce à la vente de terres; et
- en canalisant son expérience et son capital de commercialisation dans le magasin de détail urbain moderne.

1 Un séjour au département d'anthropologie de l'Université d'Aberdeen a fourni un excellent cadre collégial pour travailler sur la dynamique financière du transfert de la Terre de Rupert. Une version plus longue de cet article a été présentée lors de la réunion annuelle de l'Economic History Society (2018). Merci à Erik Ellehoj pour la cartographie du territoire de la HBC et pour le calcul de la superficie du Rupertsland et du territoire du Nord-Ouest. À différents moments, Matthew Kearcher, Nicole Anderson, Nathilie Eng, Danielle Patzer et Victoria Anderson ont aidé à la compilation et à la présentation de l'ensemble des données numériques de soutien. Les encouragements de Peter J. Usher ont été appréciés.

2 Ian Austen, « *Canada Letter* », *New York Times* (2 janvier 2021).

Malgré la perte du monopole, le commerce de la fourrure ne fut pas abandonné[3].

Le fait de considérer la Confédération et l'acquisition du Nord-Ouest comme la mise en œuvre réussie d'un idéal politique constitue un narratif de construction de la nation qui ne tient pas compte de la réalité. Le mérite de la création de l'État-nation ne peut être attribué entièrement aux Pères de la Confédération. En fait, on peut retracer la motivation de la Confédération et de l'expansion vers l'Ouest à un intérêt soutenu du capital britannique. Cette affirmation, selon laquelle le centre d'influence impérial, en particulier « la Cité », a favorisé le développement de l'État-nation canadien, est quelque peu en contradiction avec la conviction qu'un accord raisonnable a été façonné en grande partie dans un esprit de compromis[4]. Il sera plutôt démontré que le capital financier a accéléré l'ouverture du Nord-Ouest.

En particulier, Sir Edward Watkin a joué un rôle déterminant; comme l'a répété E.E. Rich, il était le « génie motivateur » et un promoteur clé des projets de chemin de fer transcontinental et de télégraphe[5]. Il était un partisan influent de la confédération et de la colonisation de la Ceinture fertile. L'idée que la minuscule nation de 1867 était géographiquement ou économiquement viable sans une liaison transcontinentale avec le Pacifique, et plus tard, la conversion continue des ressources naturelles régionales en une richesse nationale, mérite qu'on s'y attarde. La carte illustre le territoire qui a été transféré au Canada en 1870 et qui représente aujourd'hui 63,5 % de notre masse terrestre. Il s'étendait sur 6 276 609 kilomètres carrés et représentait la plus grande transaction immobilière jamais réalisée[6] (Voir Figure 1).

« La création de banques d'investissement a facilité l'exportation du surplus de capital anglais pendant l'ère du Haut Impérialisme . »

Avec sa charte royale, la CBH constituait un obstacle juridique à la quête de possession privée de terres, de chemins de fer, de l'immigration, de centres urbains et de la production céréalière pour exportation. Le rachat de la CBH en 1863 par la Société financière internationale (SFI) nouvellement formée a permis d'éviter une rupture politique avec le capital mercantile. Cette banque d'investissement a commencé avec l'acquisition de la CBH: cependant, la SFI cherchait généralement à « entreprendre, aider et participer à des opérations financières, commerciales et industrielles, tant en Angleterre qu'à l'étranger, et aussi bien seule qu'en

3 En ce qui concerne le soutien de la capitale britannique à la Confédération, voir Arthur J. Ray, *The Canadian Fur Trade in the Industrial Age* (Toronto: University of Toronto Press, 1990) p. 12.

4 Voir Andrew Smith, *British Businessmen and the Canadian Confederation: Constitutional-Making in an Era of Anglo-Globalization* (Montréal: McGill-Queen's University Press, 2008).

5 E. E. Rich, *History of the Hudson's Bay Company, 1670–1870* vol. 3, 1821–1870 (Toronto : McClelland and Stewart, 1960) p. 820.

6 Étant donné la fixation de l'Empire sur l'Inde, il convient de noter que le territoire de la CBH était beaucoup plus vaste que les 3 287 263 km2 qui constituent aujourd'hui l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh.

relation avec d'autres personnes, entreprises, sociétés et corporations »[7]. Le conseil d'administration de la SFI était composé d'importants banquiers d'affaires anglais et européens. Cottrell explique que la SFI « était l'une des nombreuses banques d'investissement créées à Londres au cours de la première moitié des années 1860[8] ». La création de banques d'investissement a facilité l'exportation du surplus de capital anglais pendant l'ère du Haut Impérialisme (1870-1914).

Après de nombreuses discussions sur l'acquisition de la ceinture fertile pour le bien de l'empire, le gouverneur de la CBH, Berens, rétorque sarcastiquement : « Si ces messieurs sont si patriotes, pourquoi ne pas nous racheter[9] ? » Et ils l'ont fait. Bien que les actions de la HBC soient évaluées à 500 000 £, Watkin accepte le prix de 1,5 million de £ proposé par Berens ! Le contrôle de la CBH passe alors à Watkin et à ses bailleurs de fonds de l'IFS[10]. Par la suite, la SFI a augmenté la valeur de l'ancienne action de 500 000 £ à 2 millions de £ à la suite d'un prospectus très prometteur et enthousiaste ; sans surprise, une émission publique largement souscrite a suivi[11]. Le refinancement de la CBH n'est pas anodin, Cottrell note que « l'ampleur de la transaction a perturbé le marché monétaire londonien et a entraîné une forte demande d'escompte à la Banque d'Angleterre[12]. » Le renflouement des actions de la CBH a valu à la SFI une présence institutionnelle sur le marché des capitaux de Londres[13]. Historiquement, la prise de bénéfices est associée aux manœuvres financières et Rich a vu un « cadeau apparent de profit facile » pour le SFI[14]. Comme le mentionne le procès-verbal de la SFI, « Watkin et ses amis » étaient les intermédiaires entre la SFI et la CBH[15]. Les paiements totaux de 123 967 £ à Watkin, Potter[16] et au Crédit Mobilier[17] indiquent

7 Rich, *History of the Hudson's Bay Company* vol. 3, p. 836.

8 Philip L. Cottrell, « *The Role of the International Financial Society in the Buying-Out of the Hudson's Bay Company, 1863,* » *Revue internationale d'Histoire de la Banque* vol. 10 (1975) p. 192; and P. L. Cottrell, *Investment Banking in England, 1856–1881 : a case study of the International Financial Society* 2 vols. (London : Routledge, 2012, [original 1985]).

9 Rich, *History of the Hudson's Bay Company* vol. 3, p. 832.

10 La SFI a été fondé le 11 mai 1863. La première entrée dans le journal du capital de la SFI est un dépôt le 28 mai 1863 de 366 662 £ 10 s pour l'émission de 146 665 actions (2 / 10 / 0 £ par action). Hull History Centre (HHC), International Finance [Financial] Society U DFS / 24, p. 2.

11 Rich, *History of the Hudson's Bay Company* vol. 3, p. 838; et Archives of Manitoba, Hudson's Bay Company Archives, A.27 / 1 International Financial Society Prospectus Issue of Stock in the Hudson's Bay Company, 1863, ff. 93 d-95 (dorénavant HBCA).

12 Cottrell, *The Role of the International Financial Society,* pp. 195–196.

13 Cottrell, *The Role of the International Financial Society*, p. 197.

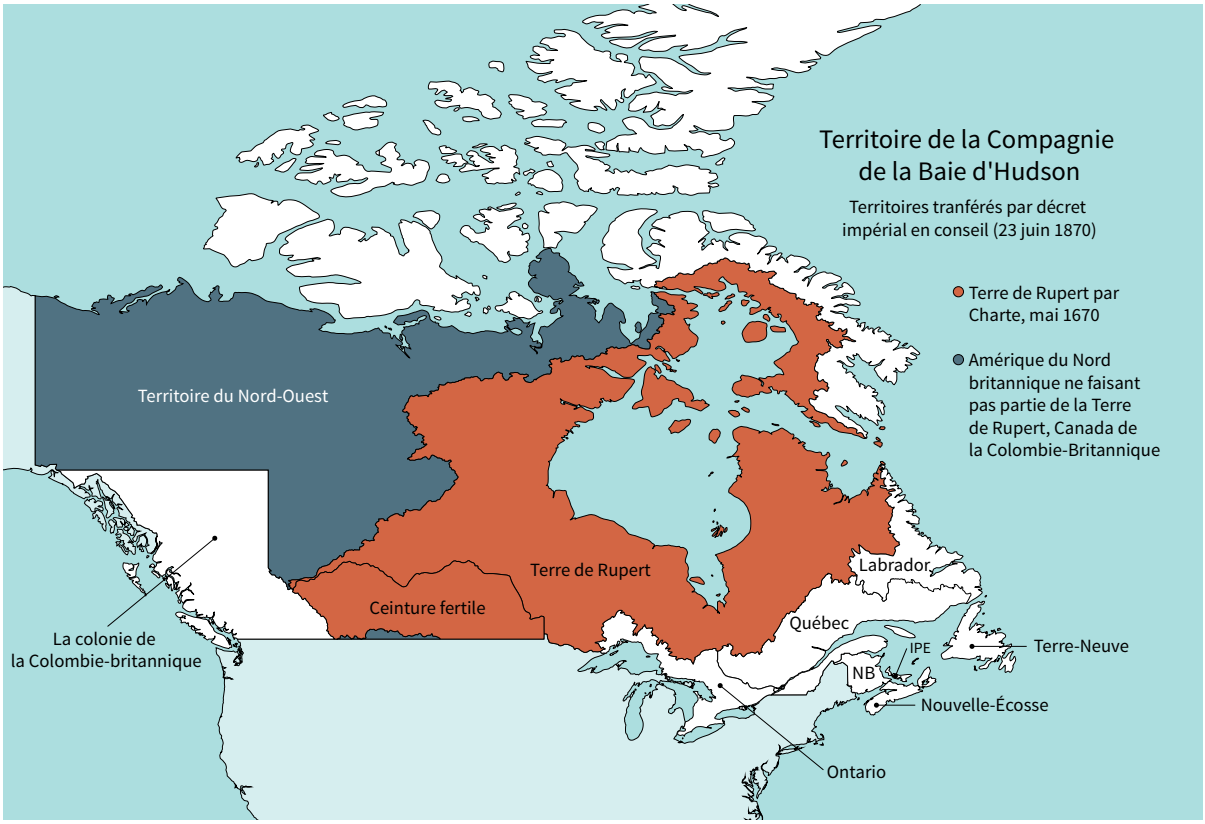
14 Rich, *History of the Hudson's Bay Company* vol. 3, p. 839; cependant, Cottrell a contesté le concept de Rich de prise de bénéfices par la SFI. Cottrell, « The Role of the International Financial Society », p. 195-196.

15 HHC, IFS, UDFS / 1, *Board Minute Book* (1863–1867), pp. 3-4.

16 Robert Potter a participé aux négociations du rachat et a été nommé plus tard au comité directeur de la CBH. Rich, *History of the Hudson's Bay Company* vol. 3, p. 836, 838.

17 Le Crédit Mobilier a eu un intérêt momentané dans la HBC / IFS. Même un tel intérêt passager est révélateur, puisque le Crédit Mobilier a joué un rôle déterminant dans la révolution financière de Napoléon III. Michael Lee, de *Malaise to Meltdown : The International Financial Folly*, 1844- (Toronto: University of Toronto Press, 2020) p. 36.

FIGURE 1 : ACQUISITION DU TERRITOIRE DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON PAR LE CANADA, 1870



Notes : La frontière entre le Canada et le Labrador a été réglée en 1927. Les îles de l'Arctique ont été transférées au Canada par un décret impérial (1er septembre 1880).

des gains rapides, le genre qui caractérise une financiarisation réussie[18]. Au lieu que l'État mette fin à un monopole obsolète en annulant sa charte, la CBH, conformément à la marche du capital financier et des banques d'investissement, a simplement été rachetée par le type de forces commerciales qui allaient également promouvoir l'empire formel et informel à la fin du XIX[e] siècle.

Le rachat de la Compagnie de la Baie d'Hudson par la SFI laisse présager des orientations politiques et économiques nouvelles, mais durables et

18 Cottrell, *The Role of the International Financial Society*, p. 196.

formatrices, tant pour le Nord-Ouest que pour le Dominion du Canada. Le secrétaire aux Colonies Newcastle, qui était un ardent partisan de la confédération des colonies de l'Amérique du Nord britannique, aurait cru, en apprenant la prise de contrôle de la Compagnie de la Baie d'Hudson, qu'une nouvelle ère allait s'ouvrir dans le Nord-Ouest et que les animaux sauvages et les marchands de fourrures allaient se retirer devant la marche des colons « européens »[19]. Malgré les contrastes commerciaux entre une société mercantile bien établie et une banque d'investissement organisée à la hâte, un achat ordonné a ouvert la voie à la colonisation avérée, aux chemins de fer et à la production de céréales. Malgré tout, la CBH est restée intacte et a continué à façonner le développement économique du Nord-Ouest après 1870.

Dans l'édition de 1880 de l'annuaire de la Bourse de Londres de Skinner, la CBH n'est plus désignée comme une entreprise diverse, mais plutôt comme une « société foncière, d'investissement, de financement et d'escompte[20] ». Cette évaluation reflétait le résultat des négociations supervisées du ministère des Colonies entre la Compagnie et le Canada. Un processus qui a permis d'obtenir des contreparties précieuses pour l'abandon en 1870 des droits de charte de la CBH, y compris :

- 300 000 £ en espèces;
- 50 000 acres autour de ses postes (par exemple, 3 000 acres à Edmonton); et
- 1/20e de la ceinture fertile.

Manifestement, 1/20e de la ceinture fertile visée par l'enquête représentait un vaste domaine foncier. En 1930, le ministère de l'Intérieur a signalé que quelque 7 031 257 acres avaient été accordés à la CBH,[21] mais au 31 janvier 1931, la CBH détenait toujours le titre de 2 381 364 acres[22]. En d'autres termes, après six décennies, il lui restait 33,9 % du domaine. Les registres comptables de 1961 font état de quelques terres louées et invendues, résidus persistants d'un domaine réduit[23].

« Comme la CBH servait à la fois de vendeur et de créancier hypothécaire, des revenus considérables étaient tirés des intérêts générés par les terrains. »

La longue dépression (1873-1896) a empêché les retours spéculatifs rapides pour ceux qui avaient

19 Canada, *Sessional Papers*, 1869, no. 25, *Report of the Delegates appointed to negotiate for the acquisition of Rupert's Land and the North-West Territory*, Sir George E. Cartier and William MacDougall to Sir Frederick Rogers (8 February 1869) p. 19.

20 Thomas Skinner, *The Stock Exchange Year-Book : 1880* (London : Cassell, Petter, Galpin, 1880) p. 199.

21 Canada, *Annual Report for the Department of the Interior*, 1932 (Ottawa : F. A. Acland, 1931) p. 26.

22 HBC, *Report and Accounts, of the Governor and Committee* (9 April 1932) p. 7 copy found in HBCA, H9/-171-3-1.

23 HBCA, H.221/6/4, Land Department Accounts, 1956–1961.

acheté des actions de la CBH renflouée en 1863. Plus tard, et en même temps que le boom du blé, les revenus fonciers ont augmenté (voir la figure 2). Les coûts du Land Department comprenaient : les salaires et les commissions, l'arpentage et l'inspection des terres, la publicité, le loyer, les frais de bureau, etc. ainsi que les frais juridiques et les taxes[24]. Les revenus du département foncier comprenaient :

- l'argent reçu pour les ventes de terres agricoles;
- l'argent reçu pour les ventes de lots de ville; et
- les intérêts reçus sur les versements et les loyers. Comme la CBH servait à la fois de vendeur et de créancier hypothécaire, des revenus considérables étaient tirés des intérêts générés par les terrains.

Les composantes essentielles des politiques de vente de la CBH étaient de :

- financer l'acheteur sur une période de sept à huit ans à un taux de sept pour cent par an;
- vendre à des prix plus élevés que les autres sociétés détentrices de grandes concessions de terres dans les Prairies; et
- opérer avec une vision à long terme de son précieux patrimoine foncier, mais en tant que capital décroissant.

La vente de terres autour des postes était une source importante de revenus. Pour l'année se terminant le 13 mars 1913, les lots de la ville d'Edmonton ont généré 372 785 £ 10 s 7d en ventes au comptant[25]. Même s'il restait beaucoup à vendre à la CBH, au cours de la période 1873-1931, le Service des terres a généré des revenus de 13 238 754 £ pour des dépenses de 5 669 619 £, générant ainsi un excédent de 7 569 135 £[26]. Il a fallu plusieurs décennies, mais ces rendements se comparent très favorablement à la recapitalisation de 1863.

Les bénéfices ont afflué à Londres : entre 1905 et 1922, le taux de dividende de la Compagnie a oscillé entre 20 et 50 pour cent; ces dividendes spectaculaires, un merveilleux revenu de rentier, ont été soutenus en grande partie par des ventes de terrains fortes et judicieuses[27]. La figure 2 illustre la valeur nominale et la valeur marchande des actions ordinaires de la CBH. Pendant le boom du blé, le marché londonien a perçu les actions de la CBH comme un actif sérieux bien au-dessus de la valeur nominale. Il s'agissait après tout d'une entité foncière et financière.

Au début de mars 1869, la pression – sous la forme d'un ultimatum à prendre ou à laisser de la part du secrétaire aux colonies Lord Granville – exercée sur

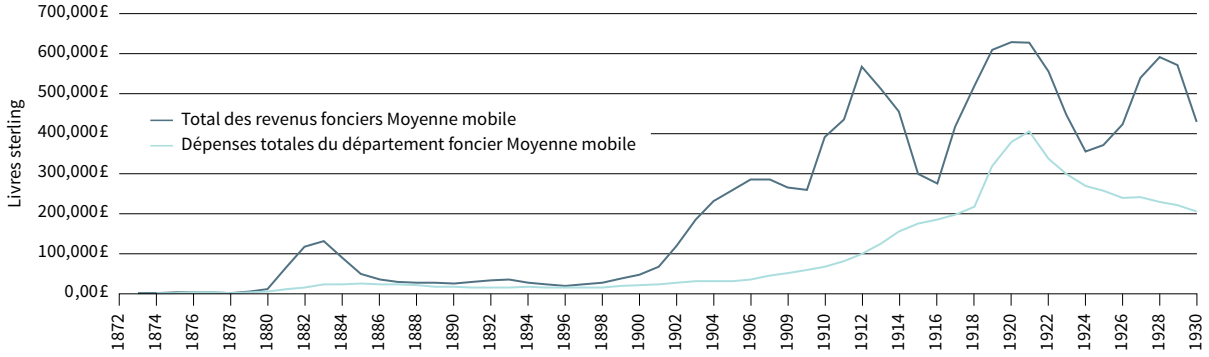
24 Voir HBC, *Reports to shareholders, accounts and proceedings* (1875–1931) Land Department Account Statements, 1872–1931.

25 HBC, *Report to shareholders, accounts and proceedings* (1913) Land Department Account (13 March 1913).

26 HBC, *Reports to shareholders, accounts and proceedings* (1875–1931) Land Department Account Statements, 1872–1931.

27 Douglas MacKay, *The Honourable Company*, 2nd. ed. (Toronto : McClelland and Stewart, 1949) p. 349.

FIGURE 2 : DÉPENSES ET RECETTES DU DÉPARTEMENT FONCIER DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON, MOYENNE MOBILE SUR TROIS ANS, LIVRES STERLING, 1873-1931



Notes : Hudson's Bay Company, Reports of the Governor and Committee of the Hudson's Bay Company, 1873-1932, Land Account Statements (1872-1932).

le Canada et la CBH a abouti à un accord. Le Canada avait accepté à contrecœur la réalité d'une compensation pour la CBH pour l'abandon de ses droits de charte de 1670. Le paiement le plus avantageux n'était pas les 300 000 £ en espèces, mais les concessions de terres pour une vente future et l'accumulation de capital. Au beau milieu de la longue dépression, le gouverneur Sir Donald A. Smith avait donné un conseil prémonitoire aux actionnaires de la CBH : « J'espère que vous comprendrez que vous avez *…un grand héritage et une grande propriété* qui vaut la peine d'être conservée et qu'avec une bonne gestion, elle ne peut manquer d'être pour la Compagnie de la Baie d'Hudson une mine de richesse.[28] » Le gouverneur n'avait pas tort. Comme l'indiquent les figures 2 et 3, les résultats en aval de la financiarisation des droits de charte de la Compagnie étaient impressionnants. Une concession foncière importante et durable a permis à la CBH de s'adapter et de survivre à la perte de son statut de monopole en :

« Le paiement le plus avantageux n'était pas les 300 000 £ en espèces, mais les concessions de terres pour une vente future et l'accumulation de capital. »

- fournissant des liquidités pendant la longue dépression;

28 HBC, *Report of the proceedings of the Shareholder's Meeting of the Hudson's Bay Company*, tenu le mardi 17 décembre 1889, p. 5 [italiques ajoutes].

– capitalisant un fonds important pour investir dans des « magasins de vente[29] »; et

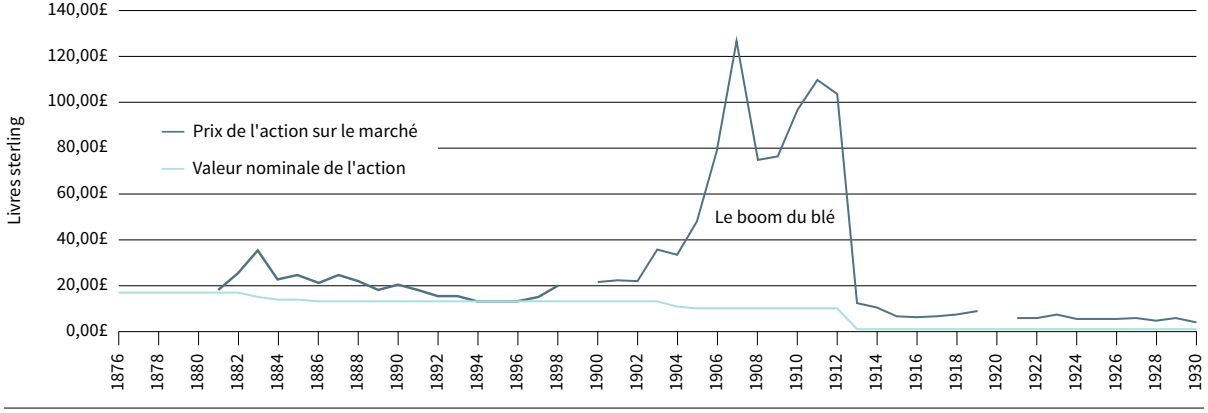
– procurant des retours intéressants aux tondeurs de coupons anglais (Figure 3).

Le transfert du territoire de la CBH (Figure 1) le 23 juin 1870, par décret impérial, est notre autre 150e anniversaire. Officiellement non reconnu, il présente peu d'intérêt pour les historiens et les politicolgogues. Sans cette cession, la population de la colonie de la Rivière Rouge n'aurait pas eu besoin d'agir, mais son action a contribué à la création de la province du Manitoba (15 juillet 1870). Le rôle formateur du commerce des fourrures dans la géographie économique de notre nation a été révélé pour la première fois par Harold Innis dans The Fur Trade in Canada; pourtant, la CBH elle-même est restée un « bâtisseur » dans le Nord et l'Ouest après 1870[30]. Elle a influencé un paysage économique en évolution rapide en :

– vendant des terres agricoles comme alternative au *homesteading*;

– fournissant des lots de ville aux marchés fonciers urbains qui se sont développés autour de postes désuets; et

FIGURE 3 : CAPITALISATION DU MARCHÉ DES ACTIONS DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON, 1876-1930



Notes : Thomas Skinner, *The Stock Exchange Year-Books : A Careful Digest of Information Relating to the Origin, History, and Present Position of Each of the Public Securities and Joint Stock Companies known to the Markets of the United Kingdom, 1876-1932* (London : Thomas Skinner and Co).

29 Par exemple, le financement par les recettes des ventes de terrains pour l'expansion du marchandage est documenté dans les comptes des terrains pour l'année se terminant le 31 mars 1913. De grands magasins et entrepôts ont été aménagés à Calgary, Edmonton et Vancouver. Lord Strathcona a signalé que les comptes fonciers ont contribué à hauteur de 300 000 £ au fonds d'extension des magasins. HBC, *Report of the Governor and Committee submit[ed] to the Proprietors the Report and Annual Accounts of the Company* (3 juin 1913).

30 Harold A. Innis, *The Fur Trade in Canada : An Introduction to Canadian Economic History* rev. ed. (Toronto : University of Toronto Press, 1970 [original 1930]).

– développant des grands magasins modernes pour capter la consommation croissante.

« La convergence des intérêts apparemment incompatibles d'un ancien monopole et d'une banque d'investissement émergente, en 1863, illustre la résistance et la flexibilité du capitalisme anglais »

Mon argument selon lequel le capital financier était un facteur matériel crucial pour l'expansion géographique de l'État-nation embryonnaire de 1867 ne cadre pas facilement avec le récit idéologique qui associe souvent confédération et indépendance ou autonomie et souveraineté. À mon avis, le milieu universitaire canadien semble réticent à reconnaître les influences impériales[31]. La convergence des intérêts apparemment incompatibles d'un ancien monopole et d'une banque d'investissement émergente, en 1863, illustre la résistance et la flexibilité du capitalisme anglais et correspond bien au modèle identifié par Cain et Hopkins, où le lien entre les développements nationaux et impériaux s'est fait par le biais du « lien créé par la finance[32] ».

31 Dans un autre contexte, voir Elizabeth Mancke, « *Early Modern Imperial Governance and the Origins of Canadian Political Culture* », *Canadian Journal of Political Science* vol. 32, no. 1 (1999) pp. 3-20. Cain & Hopkins ont observé que les historiens du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande « ...ont maintenant nationalisé l'étude de leurs propres histoires avec tant de succès qu'on ne pense guère à elles en dehors de leurs propres frontières. » P. J. Cain & A. G. Hopkins, *British Imperialism : 1688-2015*, 3rd ed. (Oxon : Roultledge, 2016 [original 1993]) p. xix.

32 Cain & Hopkins, *British Imperialism*, p. 76.

Paul Kane, *Établissement de la Rivière Rouge*, 1848. Image gracieuseté des Archives et collections spéciales de l'Université du Manitoba. ►